



DEPARTEMENT
DU NORD

-O-

ARRONDISSEMENT
de VALENCIENNES

-O-

OBJET :

Organisation du temps de
travail des agents affectés sur
plusieurs services

Date de la
Convocation :

21 juin 2019

Date d'affichage :

21 juin 2019

Nombre de
Conseillers Municipaux :

En exercice : 33
Présents : 21
Votants : 21 + 7 P

Vote :

Pour : 21 + 7 P
Contre : 0
Abstentions : 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-sept juin, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents : Michel VENIAT, Jocelyne LOSFELD, Éric DULIEU, Danielle CHOTEAU, André CROMBEZ, Alexandra PULLIAT, Evelyne MATUSZEWSKI, Lionel SANTERRE, Michel LEFEBVRE, François LACROIX, Bénédicte GOSSE, Jean-Michel MARCAILLE, Florence CARBOULET, Mustapha DERRADJ, Régine GUILAIN, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle LAGACHE, Eddy BRAHMA, Rossana CARLIER, Pascal TONARELLI, Romain MERVILLE

Excusés : Virginie CARLIER, Laurence SALVA, Betty SOLOCH, Séga SOUMARE, Coraline KULCZYCKI

Absents : Mr WOJTOWICZ a donné procuration à Mr LEFEBVRE
Mr NOULIN a donné procuration à Mr LACROIX
Mr BALASSE a donné procuration à Mr DULIEU
Mme LOIRS a donné procuration à Mr MARCAILLE
Mr BRUNET a donné procuration à Mme CARBOULET
Mme ESTAQUET a donné procuration à Mr TONARELLI
Mr ZIATKOWSKI a donné procuration à Mme LAGACHE

Secrétaire de séance : Mme MATUSZEWSKI

Note de présentation :

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que certains agents sont affectés à plusieurs services et qu'il appartient à la collectivité de s'assurer du respect des règles relatives à l'organisation du temps de travail.

Délibération :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du comité technique en date du 13 juin 2019 ;

Considérant que des agents peuvent être affectés à plusieurs services, il appartient à la collectivité de s'assurer du respect des règles relatives à l'organisation du temps de travail.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

SOUMET à l'avis du service des ressources humaines, l'organisation du temps de travail des agents affectés sur plusieurs services afin de respecter la réglementation, à savoir :

Durée journalière

La durée quotidienne de travail ne peut pas dépasser 10 heures.

L'amplitude maximale de la journée de travail, c'est-à-dire la durée maximale de la journée de travail, temps de pause inclus, est fixée à 12 heures.

L'agent bénéficie d'un repos minimum quotidien de 11 heures.

Une pause de 20 minutes est accordée lorsque le temps de travail quotidien est supérieur à 6 heures.

Le travail de nuit comprend au moins :

- la période comprise entre 22 heures et 5 heures,
- ou une autre période de 7 heures consécutives entre 22 heures et 7 heures.

Durée hebdomadaire

La durée de travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut pas dépasser :

- 48 heures au cours d'une même semaine,
- 44 heures en moyenne sur une période quelconque de 12 semaines.

Le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut pas être inférieur à 35 heures.

Déroptions aux durées maximales de travail et minimales de repos.

Il peut être dérogé aux durées maximales de travail journalière et hebdomadaire et aux durées minimales de repos :

- par décret lorsque l'objet même du service public en cause l'exige en permanence, notamment pour la protection des personnes et des biens. Dans ce cas, des contreparties sont accordées aux agents concernés ;
- ou par décision du chef de service si des circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée. Les représentants du personnel au comité technique en seront alors immédiatement informés.

Pour extrait conforme,

Le Maire,


Michel VENIAT

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du 12/07/19.....

par sa publication en date du 16/07/19.....

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.